

Jour de séance 37

le mercredi 14 mars 2018

10 h

Prière.

L'hon. M. Ames dépose sur le bureau de la Chambre un document intitulé *Ensemble pour vaincre la pauvreté : 2014 – 2019 Rapport d'étape : Février 2018*.

M. Bernard LeBlanc, du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 14 mars 2018

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires demande à présenter son premier rapport.

Le comité se réunit à la Chambre de l'Assemblée législative les 13, 14, 15, 16, 20, 21, 22, 23 et 28 février et les 1^{er}, 2 et 13 mars 2018 pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi sur résolutions de la Chambre adoptées le 9 février et le 13 mars 2018.

Le comité fait rapport qu'il a étudié les questions dont il a été saisi et a adopté les crédits, lesquels sont énumérés dans le rapport ci-joint. Le comité recommande que la Chambre adopte les crédits qu'il a votés.

Le président du comité,
(signature)
Bernard LeBlanc, député

Voici les crédits adoptés par le comité.

BUDGET PRINCIPAL, 2018-2019
COMPTE ORDINAIRE

Votés (\$)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES	
Agriculture, Aquaculture et Pêches	37 196 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE	
Services généraux et autres services d'enseignement.....	51 741 000
Districts scolaires.....	1 088 363 000
Développement de la petite enfance.....	117 903 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	1 257 960 000
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES	
Administration.....	8 453 000
Ressources naturelles.....	83 147 000
Énergie et mines.....	6 598 000
Aménagement des terres.....	3 622 000
Moins : crédits législatifs.....	94 000
Votés.....	101 726 000
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX	
Services généraux et financement	
communautaire.....	2 070 000
Gouvernements locaux.....	128 115 000
Autorisations et conformité.....	6 935 000
Science et protection de l'environnement.....	3 401 000
Politiques, changements climatiques et participation	
des Premières nations et du public.....	1 134 000
Commission d'appel en matière d'évaluation	
et d'urbanisme.....	380 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	141 988 000
BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Secrétariat du Conseil exécutif.....	2 682 000
Communications gouvernementales.....	4 128 000
Cabinet du lieutenant-gouverneur.....	341 000
Direction de l'égalité des femmes.....	3 029 000
Affaires intergouvernementales.....	2 366 000
Votés.....	12 546 000
MINISTÈRE DES FINANCES	
Gestion des ressources financières.....	10 797 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	10 750 000

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL	
Secrétariat des affaires autochtones	3 530 000
Commissions versées aux percepteurs	
de la taxe sur le pari mutuel	350 000
Programme d'égalité d'accès à l'emploi	688 000
Secrétariat du Conseil de l'emploi	1 037 000
Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation de prestations, subventions et allocations supplémentaires	144 584 000
Moins : crédits législatifs	167 000
Votés	144 417 000
Bureau du greffier et chef de la fonction publique	2 068 000
Régimes de retraite et d'avantages sociaux	323 847 000
Moins : crédits législatifs	2 000
Votés	323 845 000
Provision pour pertes	12 200 000
Accords de partage des recettes avec les Premières Nations	55 200 000
Services Nouveau-Brunswick	186 759 000
Provision pour fonds supplémentaires	62 284 000
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	
Services ministériels et autres services de santé	160 449 000
Assurance-maladie	665 229 000
Régimes d'assurance-médicaments	203 876 000
Services de santé de la partie III	1 723 797 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	2 753 304 000
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Services ministériels	6 459 000
Division de la sécurité communautaire	53 834 000
Division de l'application de la loi et des inspections	116 556 000
Services à la justice	34 597 000
Aide juridique	8 401 000
Division des initiatives en matière de sécurité et d'urgence	12 038 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	231 838 000

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	
Indemnités des députés, comités et activités.....	8 012 000
Moins : crédits législatifs.....	4 272 000
Votés.....	3 740 000
Bureau de l'Assemblée législative.....	3 641 000
Bureau du vérificateur général.....	2 275 000
Bureaux des chefs et des membres des partis	
politiques enregistrés.....	1 631 000
Moins : crédits législatifs.....	90 000
Votés.....	1 541 000
Élections Nouveau-Brunswick.....	11 286 000
Moins : crédits législatifs.....	668 000
Votés.....	10 618 000
Bureau de l'ombud.....	975 000
Bureau du défenseur des enfants,	
des jeunes et des aînés.....	1 122 000
Bureau du commissaire aux langues officielles.....	544 000
Bureau du défenseur du consommateur	
en matière d'assurances.....	484 000
Bureau du commissaire à l'intégrité.....	747 000
CABINET DU PROCUREUR GÉNÉRAL	
Procureur général.....	20 256 000
CABINET DU PREMIER MINISTRE	
Administration.....	1 598 000
Moins : crédits législatifs.....	67 000
Votés.....	1 531 000
OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK	
Administration et Services	
de développement des entreprises.....	17 002 000
Aide financière.....	30 184 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	47 139 000
AUTRES ORGANISMES	
Entités consolidées.....	380 547 000
Moins : crédits législatifs.....	380 547 000
Votés.....	0

Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	642 000
Société de l'inclusion économique et sociale	2 808 000
Commission du travail et de l'emploi	635 000
Commission de police du Nouveau-Brunswick	363 000
Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick	821 000
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées	292 000
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL	
Services généraux	3 093 000
Bibliothèques publiques du N.-B.	15 834 000
Affaires postsecondaires	171 153 000
Apprentissage pour adultes	10 052 000
Travail et politique	10 181 000
Développement de l'emploi	27 890 000
Entente Canada – Nouveau-Brunswick sur le développement de la main-d'oeuvre	18 218 000
Développement du marché du travail	97 755 000
Croissance démographique	8 254 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	362 383 000
 Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes	 282 328 000
 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Projets et activités de développement	70 148 000
 SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	
Service de la dette publique	675 000 000
Moins : crédits législatifs	667 600 000
Votés	7 400 000
 MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Services généraux et autres	9 845 000
Aînés et soins de longue durée	529 784 000
Services de bien-être à l'enfance et de soutien aux personnes ayant un handicap	283 450 000
Sécurité du revenu	239 177 000
Services d'habitation	92 429 000
Mieux-être	6 662 000
Autres prestations	33 200 000
Moins : crédits législatifs	94 000
Votés	1 194 453 000

MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE	
Administration	2 430 000
Parcs et attractions	15 703 000
Sports et loisirs	6 904 000
Culture, patrimoine et archéologie.....	16 810 000
Tourisme.....	20 786 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	62 586 000
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Administration	12 713 000
Politiques et affaires législatives.....	1 151 000
Entretien	70 876 000
Entretien pendant l'hiver	69 067 000
Construction des ponts et des routes	3 025 000
Groupe des bâtiments	129 927 000
Société de voirie du Nouveau-Brunswick.....	20 645 000
Moins : crédits législatifs	19 888 000
Votés	287 516 000
CONSEIL DU TRÉSOR	
Budget et gestion financière	899 000
Information, technologies et risques de l'entreprise et bureau du chef du service de l'information.....	7 680 000
Bureau du dirigeant principal des ressources humaines	2 989 000
Bureau du contrôleur	2 707 000
Services stratégiques	2 067 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	16 295 000
COMPTE DE CAPITAL	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES	
Biens d'équipement.....	500 000
Infrastructure stratégique.....	500 000
Votés	1 000 000
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE	
Écoles publiques – Biens d'équipement	2 055 000

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES	
Amélioration du réseau de drainage	
de la mine Caribou	1 250 000
Bassin hydrographique Musquash –	
Améliorations des biens immobiliers	250 000
Infrastructure du Sentier NB Trail.....	1 050 000
Achat de terrains.....	1 500 000
Votés	4 050 000
 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX	
Districts de services locaux.....	1 000 000
 MINISTÈRE DE LA SANTÉ	
Hôpitaux publics – Biens d'équipement.....	15 000 000
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL	
Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes	
Programme d'entretien reporté.....	2 000 000
 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Canada – Nouveau-Brunswick : Fonds pour l'eau	
potable et le traitement des eaux usées	21 255 000
Canada – Nouveau-Brunswick : Nouveau Fonds	
Chantiers Canada – Fonds	
des petites collectivités	7 000 000
Canada – Nouveau-Brunswick : Fonds	
d'investissement stratégique pour	
les établissements postsecondaires.....	9 700 000
Initiative en matière d'infrastructure stratégique	39 500 000
Votés	77 455 000
 MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Services des foyers de soins – Amélioration	
des biens immobiliers	9 000 000
Services des foyers de soins – Entretien	3 000 000
Votés	12 000 000
 MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE	
Amélioration des installations.....	3 915 000
Infrastructure stratégique.....	8 675 000
Votés	12 590 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Ponts	55 290 000
Routes	217 660 000
Programme d'amélioration des routes provinciales désignées dans les municipalités	25 000 000
Programme fédéral-provincial à frais partagés	114 110 000
Agence de gestion des véhicules	16 000 000
Travaux publics et infrastructure	260 090 000
Moins : crédits législatifs	41 360 000
Votés	646 790 000
PRÊTS ET AVANCES	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES	
Commission de l'assurance agricole du Nouveau-Brunswick	1 600 000
Programmes de prêts	9 500 000
Votés	11 100 000
OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK	
Aide financière à l'industrie	60 000 000
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL	
Avances de prêts aux étudiants.....	62 900 000
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Programme de prêts du Fonds de développement économique et d'innovation pour le nord du Nouveau-Brunswick.....	5 000 000
Programme de prêt du Fonds de développement économique et d'innovation pour la région de Miramichi.....	1 000 000
Votés	6 000 000
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Habitation	3 224 000
FONDS DE ROULEMENT – SOLDES MAXIMAUX 2018-2019	
AVANCES – FONDS DE ROULEMENT	
Agriculture, Aquaculture et Pêches	1 100 000
Éducation et Développement de la petite enfance.....	350 000

Gouvernement général	100 000
Santé.....	1 225 000
Justice et Sécurité publique	10 000
Cabinet du procureur général	5 000
Développement social.....	1 900 000
Tourisme, Patrimoine et Culture	500 000
Transports et Infrastructure	3 000 000
Conseil du Trésor	750 000
 Travail sécuritaire NB	
Finances	360 000
Éducation et Développement de la petite enfance	160 000
Santé.....	515 000
Votés	1 035 000
 AVANCES – PETITE CAISSE	
Agriculture, Aquaculture et Pêches	24 000
Éducation et Développement de la petite enfance.....	122 000
Développement de l'énergie et des ressources	27 000
Environnement et Gouvernements locaux.....	4 000
Santé.....	2 000
Justice et Sécurité publique	38 000
Cabinet du procureur général	4 000
Éducation postsecondaire, Formation et Travail	20 000
Développement social.....	24 000
Tourisme, Patrimoine et Culture	100 000
Transports et Infrastructure	23 000
Autres (petites avances).....	4 000
 STOCKS	
Agriculture, Aquaculture et Pêches	2 000 000
Développement de l'énergie et des ressources	510 000
Santé.....	8 830 000
Justice et Sécurité publique	650 000
Éducation postsecondaire, Formation et Travail	200 000
Développement social.....	100 000
Tourisme, Patrimoine et Culture	400 000
Transports et Infrastructure	23 000 000

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 2016-2017, VOLUME I
COMPTE ORDINAIRE

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES	
Énergie et mines	4 702 000,00
Aménagement des terres	343 500,00
Votés	5 045 500,00
GOUVERNEMENT GÉNÉRAL	
Commissions versées aux percepteurs	
de la taxe sur le pari mutuel	53 901,24
Provision pour pertes	1 644 203,83
Accords de partage des recettes	
avec les Premières Nations.....	6 221 788,35
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	
Assurance-maladie.....	12 575 329,88
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Sécurité publique	7 598 351,45
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	
Bureau du vérificateur général	200 904,67
Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse.....	13 258,84
Bureau du défenseur du consommateur	
en matière d'assurances	2 331,60
Bureau du commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée	
	16 391,80
CABINET DU PROCUREUR GÉNÉRAL	
Procureur général	634 563,34
OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK	
Administration et Services	
de développement des entreprises	2 763 260,82
Aide financière	3 640 139,79
Votés	6 403 400,61
AUTRES ORGANISMES	
Commission de police du Nouveau-Brunswick.....	91 878,67

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL	
Développement du marché du travail	557 557,86
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Projets et activités de développement.....	9 479 427,03
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Services d'habitation	10 575 120,43
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Entretien pendant l'hiver	4 190 878,41

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M^{me} Rogers :

46, *Loi de 2018-2019 portant affectation de crédits ;*

par l'hon. M. Melanson :

47, *Loi supplémentaire de 2016-2017 (1) portant affectation de crédits.*

Le président de la Chambre annonce que, conformément au paragraphe 42.3(1) du Règlement, il est ordonné que les projets de loi 46 et 47 soient lus une deuxième et une troisième fois sur-le-champ.

Sont lus une deuxième fois les projets de loi suivants :

46, *Loi de 2018-2019 portant affectation de crédits ;*

47, *Loi supplémentaire de 2016-2017 (1) portant affectation de crédits.*

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

46, *Loi de 2018-2019 portant affectation de crédits ;*

47, *Loi supplémentaire de 2016-2017 (1) portant affectation de crédits.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

M. Oliver, leader parlementaire suppléant de l'opposition, donne avis que, le jeudi 15 mars 2018, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : projet de loi 40, puis motions 22, 31 et 23.

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Doucet, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que les délibérations que le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires a tenues à la Chambre de l'Assemblée législative du 13 février au 13 mars 2018 inclusivement pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi par résolutions de la Chambre adoptées le 9 février et le 13 mars 2018 soient consignées au *Journal des débats* de la quatrième session de la 58^e législature du Nouveau-Brunswick. (Motion 39.)

La motion mise aux voix est adoptée.

L'hon. M. Doucet, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, la deuxième lecture du projet de loi 45 soit appelée, après quoi, sur autorisation, la Chambre étudiera les motions 35, 37 et 38.

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

- 42, *Loi sur la publicité gouvernementale* ;
- 43, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur* ;
- 44, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi*.

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 45, *Loi sur les emprunts de 2018*, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre s'absente, et M. Bernard LeBlanc, vice-président, assume sa suppléance.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 45 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 45, *Loi sur les emprunts de 2018*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Horsman, appuyé par l'hon. M. Melanson, propose ce qui suit :

attendu que Willie Eldon O'Ree, de Fredericton, a marqué l'histoire le 18 janvier 1958 en devenant le premier joueur noir à jouer dans la Ligue nationale de hockey, soit pour les Bruins de Boston, lors d'un match disputé contre les Canadiens de Montréal ;

attendu que M. O'Ree a continué de contribuer à la diversité dans la LNH et le sport en général grâce à sa participation au groupe de travail sur la diversité de la LNH ;

attendu que M. O'Ree a servi d'inspiration et de modèle à un grand nombre d'athlètes qui ont suivi la voie qu'il avait tracée au hockey ;

attendu que, parmi les honneurs conférés à M. O'Ree, mentionnons le Temple de la renommée sportive du Nouveau-Brunswick, le trophée Lester-Patrick, l'Ordre du Nouveau-Brunswick et l'Ordre du Canada ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick se joigne au nombre croissant de personnes du Nouveau-Brunswick, du Canada et des États-Unis qui exhortent le comité de sélection du temple de la renommée du hockey à ajouter Willie O'Ree à sa liste de membres. (Motion 35.)

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 35, mise aux voix, est adoptée.

Il est unanimement convenu de continuer de siéger une fois venue l'heure de la pause du midi.

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M^{me} Harris, appuyée par M. Albert, propose ce qui suit :

que la Chambre adopte la recommandation 1 formulée dans le premier rapport du Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée, qui propose que certaines modifications soient apportées au *Règlement de l'Assemblée législative* ;

que la Chambre adopte la recommandation 2 formulée dans ledit rapport, qui propose le libellé précis du code de déontologie et d'exercice du mandat parlementaire, à l'exception de l'article 10 du code de déontologie, qui sera modifié comme suit :

par l'abrogation de l'article 10 du code de déontologie et son remplacement par ce qui suit :

« 10. Respect et courtoisie

« En ce qui a trait aux responsabilités exposées dans le présent code, les députés témoignent respect et courtoisie :

« *a*) dans les communications avec les gens de leur circonscription, quelle que soit leur appartenance politique ;

« *b*) dans les interventions à l'Assemblée législative, et à l'endroit de ses membres et fonctionnaires ;

« *c*) en créant pour l'ensemble de l'effectif de l'Assemblée législative un milieu sécuritaire exempt de discrimination à tous les égards et de harcèlement professionnel, y compris le harcèlement sexuel ;

« *d*) en faisant preuve de compassion et d'équité envers les personnes qui sollicitent leur aide ;

« *e*) à l'égard de la pluralité culturelle du Nouveau-Brunswick. ».
(Motion 37.)

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 37, mise aux voix, est adoptée.

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M^{me} Harris, appuyée par M. Higgs, propose ce qui suit :

attendu que chaque personne a le droit de travailler dans un milieu exempt de discrimination et de harcèlement et d'être traitée avec dignité et respect, peu importe ses origines, ses croyances, son genre ou sa culture ;

attendu que l'Assemblée législative reconnaît que des comportements respectueux et courtois sont essentiels à la création d'un milieu de travail productif et efficace ;

attendu que les parlementaires, les gestionnaires et le personnel de l'Assemblée sont tenus d'assurer un milieu de travail sécuritaire et équitable en évitant d'encourager ou d'adopter une conduite qui constitue de la discrimination, du harcèlement ou de l'intimidation de quelque nature que ce soit ;

attendu que l'Assemblée est résolue à offrir un milieu de travail sécuritaire et harmonieux et continue de fonctionner conformément à la *Loi sur les normes d'emploi* et à la *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail*;

qu'il soit à ces causes résolu que le Comité d'administration de l'Assemblée législative soit tenu de considérer et d'élaborer une directive sur la prévention et la résolution du harcèlement en milieu de travail, y compris le harcèlement sexuel,

que ladite directive, une fois approuvée par le comité, figure dans un rapport devant être déposé à la Chambre ou, si l'Assemblée est ajournée ou prorogée, que le comité soit habilité à rendre public le rapport par le dépôt d'un exemplaire au bureau du greffier

et que la date d'entrée en vigueur de ladite directive soit la date à laquelle le rapport est déposé à la Chambre ou auprès du greffier.
(Motion 38.)

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 38, mise aux voix, est adoptée.

La séance est levée à 12 h 48.